

Lutte de classe

En bref, quelques interventions ou déclarations du 15 au 21 novembre 2006

« *comme nous, ils* (les peuples d'Europe) *veulent vivre dans la démocratie, dans la souveraineté* »
Daniel Gluckstein, lors du meeting à Paris, le 18 novembre.

Franchement, je ne suis pas sûr que les travailleurs posent la question du pouvoir de cette manière là, car c'est bien de cela qu'il s'agit et rien d'autre, si l'on veut réellement changer de politique dans ce pays et mettre en oeuvre une politique conforme aux intérêts du prolétariat et de sa jeunesse. Gluckstein s'affranchit de poser la question du pouvoir lors d'une campagne électorale et prétend vouloir changer quelque chose dans ce pays. Il se moque des militants et des travailleurs.

Selon le PT, il est impossible de poser la question du gouvernement ouvrier autrement qu'en posant la question de la rupture avec l'Union européenne, parce qu'elle déciderait de tout et détiendrait le pouvoir réel. Qu'en est-il en réalité ?

Les chefs d'Etat nomment dans leur pays respectif un diplomate à la Commission européenne, dont l'essentiel de l'activité consiste à rédiger des directives que les chefs d'Etats sont ensuite censés mettre en application. Donc, le chef de l'Etat se trouve bien être à l'origine et à la fin de ce processus. En dernier lieu, c'est bien le Chef de l'Etat et son gouvernement qui prennent les décisions et non l'Union européenne. Quant aux menaces proférées régulièrement par l'UE à l'encontre des Etats qui n'appliquent pas telle ou telle directive, allant jusqu'à brandir des sanctions financières, d'une part cela confirme que ce sont les Etats qui décident en dernier lieu de l'application ou non d'une directive, et d'autre part, les chefs d'Etat sont libres de passer outre les menaces de l'UE et peuvent rejeter ses sanctions s'ils le décident. Alors pourquoi le PT passe-t-il son temps à vouloir nous faire croire le contraire ?

Schivardi (PS), membre du *Comité pour la reconquête de la démocratie*, lors du meeting du 18 novembre à Paris : « *Mais la démocratie ne commence-t-elle pas par respecter le suffrage universel (...).* ».

Le suffrage universel, mais encore faut-il avoir en permanence à l'esprit les conditions dans lesquelles se déroulent la campagne qui précède ces élections, la manière dont ces élections sont organisées, au cours de laquelle certains partis et certains sujet sont systématiquement mis sur le devant de la scène, alors que les autres sont quasiment censurés ou interdits de parole.

Personnellement, je suis pour que l'on parle de l'Union européenne, qu'on la condamne, mais sans oublier de dire qu'elle sert d'alibi numéro un à Chirac et son gouvernement pour nous matraquer, ce que ne dit jamais le PT. Raison de plus dirons les militants du PT, on fait sauter l'UE et après ce sera le tour de Chirac. Mais alors il me vient immédiatement une question à l'esprit : pourquoi ne pas virer Chirac tout de suite : n'est-ce pas le Chef d'Etat qui nomme le commissaire européen qui est chargé au sein de l'UE de rédiger ou de mettre au point les directives européennes ?

Le Président de la République et son gouvernement ne sont pas les représentants du capitalisme français, mais ceux du capitalisme mondial.

L'UE est une création des chefs d'Etat pour représenter les intérêts du capitalisme mondial et plus particulièrement la portion de ce capitalisme mondial qui est implanté sur leur territoire et dont ils ont en charge la gestion politique, dès lors on comprend parfaitement pourquoi il ne leur reste plus au bout du compte que les fonctions régaliennes de l'Etat à remplir, l'armée, la police et la justice, l'Etat n'étant plus pour le citoyen qu'un appareil répressif .

L'Etat ne disparaît pas loin de là, il faut le signaler au passage, car l'Etat demeure le premier pourvoyeur de fonds de l'industrie d'armement, et le premier débiteur des banquiers et des rentiers que la dette de l'Etat engraisse quotidiennement.

Cependant, les Etats ont une histoire, des institutions, une constitution, des services publics. S'ils peuvent liquider les services publics, mais ils ne peuvent pas interdire à la lutte des classes de s'exprimer, même en institutionnalisant le « *dialogue social* », en intégrant les syndicats à l'appareil d'Etat, l'ensemble des institutions ne jouant plus qu'un rôle de subsidiarité par rapport au pouvoir du capitalisme mondial dont les intérêts sont représentés et défendus en Europe par l'Union européenne.

Ils peuvent pourrir les organisations et les partis traditionnelles du mouvement ouvrier, mais ils ne peuvent pas l'empêcher de se réorganiser sur une orientation politique correcte qui mettra au cœur de son action, l'abolition du capitalisme, ce qui passera avant tout par la prise du pouvoir politique, le renversement du gouvernement, l'abolition des institutions et l'instauration d'une république sociale. C'est le point faible du capitalisme : la résistance du mouvement ouvrier et sa capacité à s'organiser sur la base d'un programme révolutionnaire.

Si nous liquidons le gouvernement et Chirac, du même coup, il devient impossible de participer à la Commission européenne, les liens sont donc automatiquement rompus avec l'UE, puisque nous n'allons pas nommer un commissaire à cette commission, cela n'aurait aucun sens, le seul fait de l'envisager est incongru et stupide.

Donc, on voit bien là que c'est Chirac et son gouvernement qu'il faut attaquer, aussi bien pour rompre avec l'UE, que pour liquider les institutions de la Ve République et commencer à procéder à l'abolition du capitalisme, pour avancer sur la voie du socialisme.

Ce constituerait un formidable point d'appui à la mobilisation de tous les peuples, en particuliers en Europe. L'Union européenne n'est que le valet où la caisse de résonance des intérêts du capitalisme mondial dans chaque pays en Europe.

On abolirait l'UE que le capitalisme mondial ne disparaîtrait pas pour autant, ils créeraient à la place une ou des superstructures qui réuniraient les principaux acteurs du capitalisme mondial pour organiser la défense de ses intérêts, ce que fait déjà le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, la Banque centrale européenne, etc., pour diriger les affaires à l'échelle mondiale, en déléguant par exemple certains domaines d'activité relevant des services à la personne à des Ong, les services publics étant supprimés, pendant que le prolétariat serait encadré et surveillé par des syndicats à leurs bottes, la CSI ferait très bien l'affaire...

Ces messieurs prennent leurs désirs pour la réalité, car ils oublient un peu vite la lutte des classes, la résistance des travailleurs partout dans le monde.

« Lorsque l'on y croit, les principes de la République ne sont pas des mots mais une force qui peut porter la nation tout entière » a précisé lundi un proche de Chirac avant l'ouverture du 89e Congrès des maires. (Reuters 21.11)

Le Congrès des maires et des présidents de communautés de France a cette année pour thème « *Le maire au cœur de la République : un acteur au quotidien* ».

Sans faire d'amalgame, on peut constater la coïncidence qui existe entre les thèmes que Chirac met en avant lors de la campagne électorale avec ceux du PT. Est-ce vraiment un hasard ?

La mobilisation des maires se substituent à la mobilisation du prolétariat. Le maire est devenu en quelque sorte le garant de la démocratie, le porte-parole du mouvement ouvrier. Balivernes auxquelles Chirac, les sénateurs, les députés et les maires eux-mêmes croient encore... et Daniel Gluckstein ! Simple constatation.

« *Je pense que la précipitation du Parti socialiste est une erreur. Je pense qu'avoir choisi une candidate si tôt est une erreur* », a déclaré le Premier ministre lors de l'émission *Ripostes* sur France 5. (Reuters 19.11.06)

L'intervention de de Villepin intervient juste après l'élection de la reine du PS. On peut se demander de quoi il se mêle en s'immisçant dans les affaires internes du PS.

La réponse est venu un peu plus tôt de Sarkozy qui lui aussi à désormais son mot à dire sur ce qui se passe à l'intérieur du PS : « *S'il est, ce que je crois, un grand parti républicain, il devrait se séparer de femmes et d'hommes qui sont capables de dire cela* » (Reuters le 17.11), faisant allusion aux propos racistes de G. Frèche contre les harkis, et exprimant le souhait qu'il soit exclu du PS. Le PS et l'UMP ne feraient-ils pas désormais partie officiellement de la même famille politique ? C'est la question qu'on peut effectivement se poser et à laquelle Michèle Alliot-Marie (Reuters 18.11) pense avoir trouver une réponse, elle estime que le score de MSR (Marie Ségolène Royal ou Monarchie Sans Roi) « *atteste de la volonté de changement des militants socialistes* » de coller au plus près des intérêts de la bourgeoisie. On avait parfaitement compris, merci.

Lorsque nous disons au PT qu'il doit commencer lui-même par rompre avec la bourgeoisie, nous ne racontons pas n'importe quoi, car ses liens avec les dirigeants du MRC, le parti de Chevènement, ne sont plus un secret pour personne. Le président d'honneur de ce parti fort fréquentable vient d'appeler les électeurs du Front national à voter pour lui.

« *Je propose à ces électeurs de voter pour Jean-Pierre Chevènement, le seul candidat républicain qui propose un projet alternatif et cohérent. Ça c'est sérieux, ça c'est citoyen. Se défouler au premier tour pour faire réélire Chirac à 82%, ce n'est pas sérieux. C'est voter pour le statu quo* », a-t-il déclaré sur RTL. (Reuters 15.11.06)

Il est vrai qu'il n'aurait pas pu faire la même proposition aux électeurs de la LCR de LO ou du PT. Il va à la pêche à l'extrême droite, c'est son droit, comme de le justifier à sa manière, ce qui veut dire qu'en cherchant bien dans les propositions de Chevènement on devrait en trouver de totalement inacceptables et très réactionnaires.

Et en effet, il ajoutera dans un entretien à Libération du 18 novembre que « *sur la délinquance des mineurs, elle (Royal) a marqué la nécessité de fixer des limites, rejoignant aussi ma position: la sanction est pédagogique* », préconisant l'encadrement des jeunes délinquants par l'armée. Et surtout n'allez pas dire aux militants et aux dirigeants du PT que le MRC est infrequentable. Le dicton populaire : *dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es*, ne pourrait-il pas s'appliquer ici ?

On peut comprendre que des dirigeants du MRC qui se définissent eux-mêmes comme des gaullistes de gauche flirtent avec le PT sur la question de la souveraineté nationale, après tout c'était le fer de lance de la politique étrangère et industrielle de de Gaulle, ce qui n'est pas vraiment étranger au PCF non plus, depuis au moins le Comité nationale de la résistance de 1945.

C'est de là que partent la majeure partie des nationalisations et la création de plusieurs institutions dont la Sécurité sociale que revendique aussi le clan gaulliste. Qu'on ne vienne pas me dire que le CNR était révolutionnaire, qu'il ait été animé par une forte tendance réformiste et patriote, cela ne fait aucun doute, et bien c'est dans ce cadre là précisément que ce que l'on nomme un peu rapidement les acquis sociaux seront négociés en liquidant le mouvement révolutionnaire qui avait vu le jour dans le sud-ouest de la France, notamment, avec la Commune de Toulouse qui finalement avortera. Un téléfilm rediffusé récemment sur TV5 Monde sur Jean Moulin montrait très bien, que de Gaulle et le mouvement gaulliste chapotait l'ensemble de la résistance à la fin de la seconde guerre mondiale, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il contrôlait tous les résistants, d'où les débordements qui ont eu lieu et qui ont donné le signal du désarmement des milices, du consensus nationale derrière de Gaulle moyennant des concessions octroyés à la bureaucratie syndicale qui à cette époque là était quasiment entièrement contrôlées par le PCF, Maurice Thorez déclarant : *un seul Etat, une seule armée, une seule police* : l'Etat bourgeois.

Bernard Accoyer (UMP) a précisé ce qui distingue selon lui la droite de la « gauche »

« Nous avons la chance dans notre famille UMP d'être d'accord sur l'essentiel, ce qui est tout à fait contraire à ce qui se passe à gauche, (...) mais nous avons des nuances et elles ont leur importance, elles sont en plus notre richesse » (Reuters 21.11.06), ce qui donne au passage une idée de la marge étroite de manœuvre dont dispose la bourgeoisie pour sauvegarder « l'essentiel », ce qui signifie en deux mots : tout le monde derrière Sarkozy.

Il a raison, à « gauche » nous ne sommes pas d'accord, non pas parce qu'il y aurait une opposition irréductible entre le PS et le PCF, mais parce que les travailleurs refusent la soumission à l'ordre bourgeois que le PS et le PCF veulent leur imposer, c'est là que se trouve la réelle opposition contre l'UMP et contre la politique de collaboration de classe que le PS et le PCF s'appêtent à mettre en oeuvre s'ils remportent ces élections. A « gauche », au niveau des partis institutionnels, ils sont tous d'accord sur « l'essentiel », Accoyer le sait très bien, mais il ne peut pas le dire, c'est tout.

Fusions acquisitions : le total pour 2006 se monte à 3 457 milliards de dollars, le record de 2000 est d'ores et déjà battu, (3 200 milliards de dollars). Quant à la part des acquisitions réalisées par les fonds de pension, elle est passée de 4 à 17% durant la même période. (source : *Le journal des Echos* sur TV5 Monde Asie du 21 novembre)

Décidément, les membres du gouvernement n'hésitent plus à s'ingérer dans les affaires intérieures du PS. Le ministre de l'Emploi Jean-Louis Borloo, coprésident du Parti Radical, en déplacement vendredi à Lyon, a estimé que le vote des militants socialistes constituait « un vrai virage générationnel », en précisant « On sent qu'il y a eu une envie de changer d'expression et de rituel » (Reuters17).

Borloo a parfaitement raison, les générations d'adhérents qui ont voté pour Royal font partie d'une formation politique n'a plus aucun lien avec la tradition socialiste du PS, dont le programme est désormais entièrement subordonné aux intérêts du capitalisme.

C'est le mouvement dialectique qui procède de la transformation de la quantité en qualité : après avoir abandonné les uns après les autres les thèmes chers au socialisme et adhéré dans le même temps aux thèses du capitalisme mondial, de parti ouvrier bourgeois, il est devenu un pur produit du capitalisme, un parti bourgeois, ce que récuse encore un bon nombre de trotskystes qui continuent de faire référence à une situation qui n'existe plus.

Selon le rapport remis vendredi au Premier ministre par Jacques Delors, le président du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC), l'écart entre le taux de rémunération nette des 10% de salariés de 25 à 54 ans les moins bien payés et celui des 10% les mieux payés, en tenant compte du montant des salaires perçus dans l'année, cet écart est de un à 13, et même de un à 18 pour les femmes, en raison du cumul d'emplois à temps partiel et de ruptures d'emploi dans l'année. (Reuters 17.11)

Les auteurs de ce rapport, qui doit servir de base de travail à une conférence sur l'emploi et les revenus prévue le 14 décembre, **et qu'il faut boycotter à tout prix**, soulignent au passage que le smic français est désormais inférieur au salaire minimum en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et même en Irlande et au Royaume Uni.

On comprend donc pourquoi les fonds de pensions investissent en masse en France : la baisse du coût du travail est une aubaine pour eux, via les 26 contrats précaires, la main d'œuvre quasi gratuite des 800 000 stagiaires, le développement de l'apprentissage, les exonérations de cotisations sociales des entreprises, etc.

Les auteurs de ce rapport estiment qu'« il y a indiscutablement un sentiment dans l'opinion publique que la vie est désormais plus difficile », un euphémisme plutôt cynique et déplacé. C'est vrai que la

pauvreté qui frappent plus de 10 millions de travailleurs et leurs familles ne peut plus passer inaperçue et a dépassé depuis longtemps le seuil du supportable.

Question : combien de temps cela peut-il encre durer ? A nous de faire en sorte d'en finir le plus tôt possible.